

jeudi, 28 mai 2015 02:17

# Cabinet israélien : un aéroportage de racistes et d'extrémistes ! par Ben White



IRIB- Les nouveaux ministres israéliens ont pris...

leurs fonctions, dimanche passé, et ce, après que le 34<sup>ème</sup> gouvernement du pays ait été assermenté, tard, dans la journée du jeudi. Il s'agit d'un gouvernement, composé d'extrémistes, qui soutiennent la colonisation et les crimes de guerre, tout en exprimant, ouvertement, la propagande raciste et l'incitation à la haine contre les Palestiniens. Portrait du 34<sup>ème</sup> gouvernement israélien. Qui sont les membres du gouvernement Netanyahu et quelles sont leurs positions ? Benjamin Netanyahu, Premier Ministre, ministre des Affaires Etrangères : «Jérusalem est indivisible et nous ne ferons jamais de concessions. Nous ne nous retirerons jamais de notre terre». Naftali Bennett, ministre de l'Education, de Jérusalem et des Affaires de la Diaspora : «Il n'y aura pas d'Etat palestinien, au sein de la petite terre d'Israël». Moshe Ya'alon, ministre de la Défense : «Les caractéristiques de la menace palestinienne sont comme celles du cancer». Yuval Steinitz, ministre de l'Infrastructure Nationale, de l'Energie et de l'Eau : "Nous n'accepterons pas la division de Jérusalem, ni l'abandon de la Vallée du Jourdain". Ayelet Shaked, ministre de la Justice : «Lorsque votre mari, le pilote, est aux commandes de son avion, souhaiteriez-vous qu'il bombarde, violemment, les Arabes ? \*Rires\* «Oui». Silvan Shalom, ministre de l'Intérieur : «Nous sommes tous contre l'établissement d'un Etat Palestinien, cela ne fait aucun doute». Moshe Kahlon, ministre des Finances : «Nous devons annexer tous les territoires, le jour même». (Ce fut sa réponse, lorsqu'on lui a demandé son avis sur ce que ferait Israël, si les Palestiniens déclaraient, unilatéralement, leur indépendance). Uri Ariel, ministre de l'Agriculture et du Développement Rural : «Je pense que, dans cinq ans, il y aura 550.000, voire, 600.000 Juifs, en Judée- Samarie [la Cisjordanie], plutôt que les 400.000 actuels». Zeev Elkin, ministre de l'Immigration et de l'Absorption, et des Affaires Stratégiques : «Il n'y a pas de place, pour un Etat palestinien, ni sur les frontières temporaires, ni dans n'importe quelle autre configuration». Ofir Akunis, ministre sans portefeuille : «Je m'oppose, fermement, à l'établissement d'un Etat palestinien, là où notre nation est née». Danny Danon, ministre de la Science, de la Technologie et de l'Espace : «Nous renforcerons les colonies en Judée-Samarie [la Cisjordanie]». Yisrael Katz, ministre

des Transports, de la sécurité Routière et des Renseignements : «L'idée de l'établissement d'un Etat palestinien est inacceptable, et je m'y oppose, en raison, principalement, de nos droits sur cette terre». Gila Gamliel, ministre de l'Egalité des Sexes, des Minorités et des Séniors : «Je refuse qu'on utilise le mot «occupation»...La Bande de Gaza peut se rattacher à l'Egypte et la Jordanie peut annexer quelques Palestiniens. Ils ont le choix entre plusieurs pays». Benny Begin, ministre sans portefeuille : «Si la solution à deux Etats est l'unique solution, alors il n'y a pas de solution». Haim Katz, ministre du Bien-Etre et des Services Sociaux : «La conclusion est on ne peut plus Claire : non à l'établissement d'un Etat palestinien, car ce sera un Etat terroriste, à la périphérie de Tel-Aviv». Yariv Levin, ministre du Tourisme et de la Sécurité Publique : «Une loi israélienne claire prouvera que nous sommes un Etat Juif». Miri Regev, ministre de la Culture et des Sports, ministre du Renseignement : «La Terre d'Israël appartient au peuple Juif, et pas seulement aux Juifs qui vivent sur cette terre». Eli Ben-Dahan, vice-ministre de la Défense : «Les Palestiniens sont des animaux, pas des êtres humains». A la lumière de toutes ces déclarations, les alliés d'Israël, notamment, l'Union Européenne, continueront-ils d'agir comme si de rien n'était ? Pour rappel, lorsque l'extrême droite autrichienne, représentée par le Parti de la Liberté, était arrivé second, lors des élections de 1999, les Etats membres de l'Union européenne avaient imposé des sanctions diplomatiques, qui ont été levées, en septembre 2000. Actuellement, plus de 30 pays, soumis à plusieurs types de sanctions ou de «mesures restrictives», sont inscrits sur la liste de l'Union européenne. Récemment, d'anciens politiciens et diplomates européens ont exhorté une réévaluation urgente de la politique européenne, en insistant sur le fait de tenir Israël pour responsable de la colonisation de la terre palestinienne. En Avril, 16 ministres européens des Affaires étrangères ont appelé à une introduction généralisée, à travers toute l'Union européenne, de directives concernant l'étiquetage correct et exact des produits, en provenance des colonies israéliennes, ainsi que des «mesures plus sévères» supplémentaires. En janvier, 63 membres du Parlement européen ont exprimé leur soutien à la suspension de l'Accord d'Association entre l'UE et Israël. Les Palestiniens et plusieurs groupes de la société civile, en Europe, ont, pendant un certain temps, appelé à l'application de ces mesures et bien d'autres similaires. Aujourd'hui, la question qui se pose est la suivante : avec un gouvernement israélien, qui rejette, effrontément, les normes internationales et les droits des Palestiniens, va-t-on, enfin, assister à une prise de décision et d'action radicale et significative de la part de Bruxelles, pour en finir avec sa complicité avec l'apartheid Israélien ?\*

Ben White